

Séminaire de haut niveau
**LES INTÉGRATIONS À L'ÉCONOMIE MONDIALE
ET LES CONTRAINTES DE LA COMPÉTITIVITÉ DURABLE**

2023
YAOUNDÉ



En présentiel du 12 au 14 décembre 2023
Hôtel Hilton

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN**

CONTEXTE

La transformation structurelle et la croissance inclusive, inscrites dans les plans de développement de la plupart des pays africains, renvoient globalement à la problématique de la compétitivité. La globalisation est aujourd'hui en souffrance. Nul ne peut dire si les échanges internationaux retrouveront le rythme des décennies passées qui était, en tendance, largement supérieur à celui de la croissance du produit mondial. En revanche, non seulement les exigences de compétitivité demeurent, mais elles se renforcent dans un contexte de ralentissement des flux d'échanges et de montée du nombre d'acteurs, en particulier les nouvelles puissances émergentes.

L'Afrique illustre les défis et opportunités qui sous-tendent les mutations observées. Le renforcement de la concurrence est consubstantiel à chacun de ses espaces d'intégration. La CEMAC est à cet égard le premier maillon d'intégration, mais non le moindre, puisque l'institution a l'avantage d'un historique de coopération dans tous les domaines de la politique économique. Le second échelon, non moins important, car constitutif de la Communauté économique régionale (CER) de référence pour l'Union africaine, est la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Par le développement de la concurrence et les enjeux de compétitivité sous-jacents, le fonctionnement de ce regroupement institutionnel conditionnera les opportunités des États à tirer ultérieurement parti du libre-échange continental (ZLECAf).

Si la notion de compétitivité est omniprésente dans les débats économiques, elle occupe paradoxalement peu de place dans les ouvrages de macroéconomie comme



de microéconomie appliquée. À quoi se réfère ce concept dont le contenu est en définitive assez flou ? Le séminaire tente d'apporter des réponses concrètes. Dans les vingt dernières années, les institutions internationales l'ont quasiment assimilé à la notion de « bonne gouvernance ». Cela a été le cas avec le *Doing business*, publication phare de la Banque mondiale interrompue en 2021, comme des *World governance indicators* ou de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de cette institution. Le *World economic forum* de Davos s'est également inscrit dans cette ligne de raisonnement avec son *World competitiveness index* tout en élargissant les thématiques aux rubriques d'attractivité.

PUBLICS CIBLES

- Cadres, publics ou privés, issus des administrations, des entreprises ou organisations camerounaises et des pays voisins d'Afrique centrale ainsi qu'aux analystes

travaillant sur la prise en compte de la compétitivité durable dans la définition et dans la mise en œuvre des politiques publiques ;

- Économistes des partenaires bilatéraux et multilatéraux des pays, conduits à intégrer la compétitivité durable dans leurs analyses et leurs décisions.

Aucun prérequis académique exigé, profil économiste toutefois apprécié

Séminaire délivré en Français

Nombre de participants et participantes limité

PROGRAMME DU SÉMINAIRE

Le séminaire combine exposés théoriques - produits des derniers travaux de la recherche scientifique - et tables rondes, associant aux expert.es académiques les partenaires techniques et financier.ères présent.es au Cameroun ainsi que des hauts cadres de la fonction publique et du secteur privé.

Il est conçu et animé, d'une part par Patrick Plane, directeur de recherches au CNRS-CERDI, professeur associé à l'Université Clermont Auvergne et responsable du programme Observatoire de la Compétitivité Durable (OCD) à la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi), et d'autre part par Désiré Avom, professeur à l'Université de Yaoundé II-Soa, doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG).

Inscrit dans le cadre de la convention unissant l'Université de Yaoundé II - Soa et la Ferdi, le séminaire est mis en œuvre par l'Institut des Hautes Etudes du Développement Durable (IHEDD).

Jour 1 : Indicateurs, méthodes et observatoire sur la compétitivité durable

La première journée sera scindée en deux parties. La matinée sera consacrée à l'ouverture solennelle du séminaire et sera suivie d'une table ronde permettant de larges échanges autour du thème central de réflexion.

Participeront à cette table ronde d'éminentes personnalités du secteur public et des milieux d'affaires de la sous région.

Comment se positionnent l'Afrique centrale et le Cameroun dans le commerce mondial ? Quels sont les facteurs de compétitivité qui stimulent ou freinent la dynamique des échanges aussi bien dans le cadre global qu'intrarégional ?

L'après-midi de la première journée sera de portée plus académique, dédié à une présentation des indicateurs que propose la Ferdi à travers son Observatoire de la Compétitivité Durable (OCD) de l'Afrique.

Cet instrument, couramment sollicité pour la compréhension des performances économiques, pour des actions de formation ou d'écriture de rapports, met au service de la communauté internationale un tableau de bord complet sur la compétitivité des 54 pays africains. Les informations que produit l'OCD sont ordonnées autour de trois grands types de facteurs complémentaires que sont les vulnérabilités, l'attractivité et la compétitivité prix. Tous trois conditionnent les performances en général, les exportations comme la transformation structurelle en particulier.

LES VULNÉRABILITÉS

Elles sont de caractère structurel et en grande partie exogènes aux politiques publiques. Elles touchent à la fois à l'économie, à l'environnement et aux aspects socio-politiques. Les violences que l'on connaît notamment dans le Sahel affectent la rentabilité de l'investissement par les incertitudes qu'elles engendrent. C'est le cas également du réchauffement climatique et de ses implications pour la qualité des sols, pour le niveau des rendements agricoles à long terme. Aux chocs climatiques tendanciels s'ajoute une instabilité autour des tendances donnant lieu à des épisodes de températures et de précipitations de très forte intensité, jusqu'ici tenues pour anormales. Les vulnérabilités agissent sur la compétitivité en compliquant le calcul économique. Les questions sécuritaires influencent aussi les vulnérabilités qui affectent la croissance de long terme.

L'ATTRACTIVITÉ

Ce deuxième pilier est destiné à mesurer la capacité à attirer des activités économiques et des facteurs de production mobiles, notamment les investisseurs étrangers. L'attractivité est assimilable à une performance du territoire. Sous quel curseur peut-on l'évaluer ? Quels sont les critères à considérer dans l'arbitrage entre les espaces économiques ? Quelles sont les contraintes d'attractivité au Cameroun ?

LA COMPÉTITIVITÉ PRIX

C'est le pilier sur lequel le comportement de l'État et des organisations productives a le plus de prise à court terme. Il permet d'agir sur les coûts et recettes des entreprises et affecte plus particulièrement celles qui sont exposées à la concurrence internationale. Ce pilier est en relation avec des dimensions de prix qui sont à la fois macroéconomiques, sectorielles et microéconomiques. Quelques questions émergent : Quelles sont les marchandises considérées dans le calcul ? Comment la compétitivité prix améliore-t-elle les échanges ?

Jour 2 : Les composantes de la compétitivité prix

La deuxième journée revient plus en détail sur les composantes de la compétitivité prix.

Chaque charge du compte d'exploitation d'une entreprise ou organisation productive est potentiellement en relation avec la problématique de la compétitivité. C'est le cas du facteur travail comme du facteur capital, l'un et l'autre associés à la valeur ajoutée des entreprises, mais également de toutes les consommations intermédiaires qui concourent à la réalisation d'un chiffre d'affaires. Dans un univers de concurrence où le prix est fixé sur le marché extérieur, quelles sont les composantes à considérer ? Les *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale mettent notamment en évidence le transport et la logistique, l'électricité, mais également l'impact de la fiscalité. L'engagement de la communauté internationale dans l'instauration d'un impôt minimum sur les bénéfices destiné à prévenir une concurrence fiscale agressive en apporte la démonstration.



Jour 3 : Compétitivité durable, croissance et développement

La troisième journée est centrée sur les variables de résultat attendues, sur la compétitivité durable dans son rapport à une croissance économique soutenue et inclusive.

Jusqu'à où les déséquilibres territoriaux sont-ils acceptables ? Quels sont les leviers publics pour atténuer les mécanismes spontanés de marché ? Dans la perspective d'un développement harmonieux, les problématiques de chaînes de valeur et de politiques publiques de promotion de zones économiques spéciales sont analysées. Les entreprises en quête de meilleure rentabilité fragmentent leur processus de production et externalisent une bonne partie de leurs activités, créant ainsi une division du travail à l'échelle mondiale. Les pays africains regorgent d'atouts agricoles et de ressources minières. Il apparaît nécessaire de renforcer les opportunités de coopération régionale pour le développement des secteurs de l'agro-industrie, du textile et des ressources minières, de densifier les chaînes de valeur régionales qui permettront de réaliser la transformation structurelle. La compétitivité est à cet égard un facteur clé pour faire émerger de nouveaux avantages comparatifs.

L'IHEDD, L'INSTITUT DE FORMATION DU LABEX IDGM+

L'Institut des Hautes Études du Développement Durable (IHEDD) est l'institut de formation du Labex, laboratoire d'excellence IDGM+ « Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale », lequel réunit la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdî), l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) et le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi, UMR, CNRS - UCA).

La Ferdî, où est implanté l'IHEDD, est reconnue « établissement d'enseignement supérieur privé » et « organisme de formation professionnelle ».

Plus d'informations

→ www.ferdi.fr/formations-ihedd

CALENDRIER

- 25/09/2023
Lancement de l'appel à candidatures
- 31/10/2023
Fin de l'appel à candidatures
- 10/11/2023
Sélection des candidat.es et des lauréat.es des bourses AFD
- Du 12/12/2023 au 14/12/2023
Séminaire à Yaoundé (lieu à préciser)

PARTICIPATION

Le nombre de participant.es étant limité, les candidatures seront appréciées sur la base de l'expression des motivations par rapport au thème du séminaire et de ses enjeux.

Aucun frais d'inscription n'est demandé.

PRISE EN CHARGE



Des bourses peuvent être accordées pour les candidat.es des pays d'intervention de l'AFD sur le fondement de la qualité des candidatures et de l'expression des motivations. La bourse prend en charge le billet d'avion aller-retour pays du/ de la lauréat.e-Cameroun ainsi que l'hébergement à Yaoundé. L'ensemble des repas reste à la charge des participant.es.



FORMULAIRE DE CANDIDATURE

www.ferdi.fr/ihedd

CONTACTS

IHEDD-Ferdî

contact.ihedd@ferdi.fr

65, boulevard François-Mitterrand
63000 Clermont-Ferrand - France
www.ferdi.fr

Pour les besoins liés à des situations de handicap

ÉMELINE CAMPAGNE

Référente handicap

emeline.campagne@ferdi.fr